



“Unis dans l'Action Internationale en Santé”

RAPPORT D'ACTIVITES 2015

ORIENTATIONS 2016

RAPPORT FINANCIER 2015

ASSEMBLEE GENERALE

27 MAI 2016

NANTES

SOMMAIRE

Rapport moral	3
Pays d'intervention	4
FRANCE	5
Projet associatif.....	5
Ressources humaines.....	7
Communication	9
Partenaires et réseaux.....	11
GUINEE	13
Santé Pour Tous.....	13
Action Solidarité Ebola.....	17
BURUNDI	19
Santé sexuelle et reproductive	19
BENIN	21
Mutuelles et accès à la santé	21
SENEGAL	22
Coopération inter-acteurs	22
Rapport financier	24
Comptes annuels 2015	25
Budget prévisionnel 2016	29
Conclusion	31





Rapport moral

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (Charte d'Ottawa – 1986), la promotion de la santé ne relève pas seulement du secteur sanitaire. Elle vise le bien-être d'une façon globale.

Il y a lieu d'agir non seulement sur l'offre de soins, l'éducation à la santé et les mécanismes de solvabilisation des populations mais aussi sur les cadres de vie conditionnant la santé des personnes.

La promotion de la santé exige ainsi l'action concertée de tous les intervenants : les gouvernements, le secteur de la santé et les domaines sociaux et économiques, les organismes bénévoles, les autorités régionales et locales, l'industrie, les entreprises et les médias...

Ceci implique une démarche partenariale.

Ce partenariat doit, selon ESSENTIEL, être entendu dans la mise en œuvre d'actions concertées mais également dès l'élaboration des programmes de promotion de la santé.

En outre, l'évaluation de l'impact des actions réalisées doit porter sur l'ensemble des axes développés et concerner tous les acteurs parties prenantes. On s'inscrit dès lors dans un système d'évaluation permanente.

Le partenariat est envisagé aussi bien au niveau du cercle des acteurs du Sud qu'au niveau des acteurs du Nord et qu'à la relation entre les acteurs du Nord et du Sud.

La taille relativement modeste d'ESSENTIEL oblige aujourd'hui l'association à composer avec de nombreux partenaires pour accompagner les programmes. C'est une chance pour notre structure qui doit poursuivre son ouverture pour une meilleure efficacité, transformant ainsi une faiblesse potentielle en atout.

Le partenariat au Nord doit s'entendre dans la recherche de complémentarités opérationnelles impliquant des structures très diverses : publiques, privées, associatives... Il s'agit là des conditions d'un développement durable.

ESSENTIEL s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche d'autonomisation de ses partenaires. Cette volonté de non substitution - visant à une pérennité des actions entreprises au-delà des programmes financés - va de pair avec un partenariat équilibré, respectueux des intérêts des uns et des autres. Cette démarche est exigeante et peut paraître parfois privilégier la méthodologie sur le résultat immédiat à court terme.

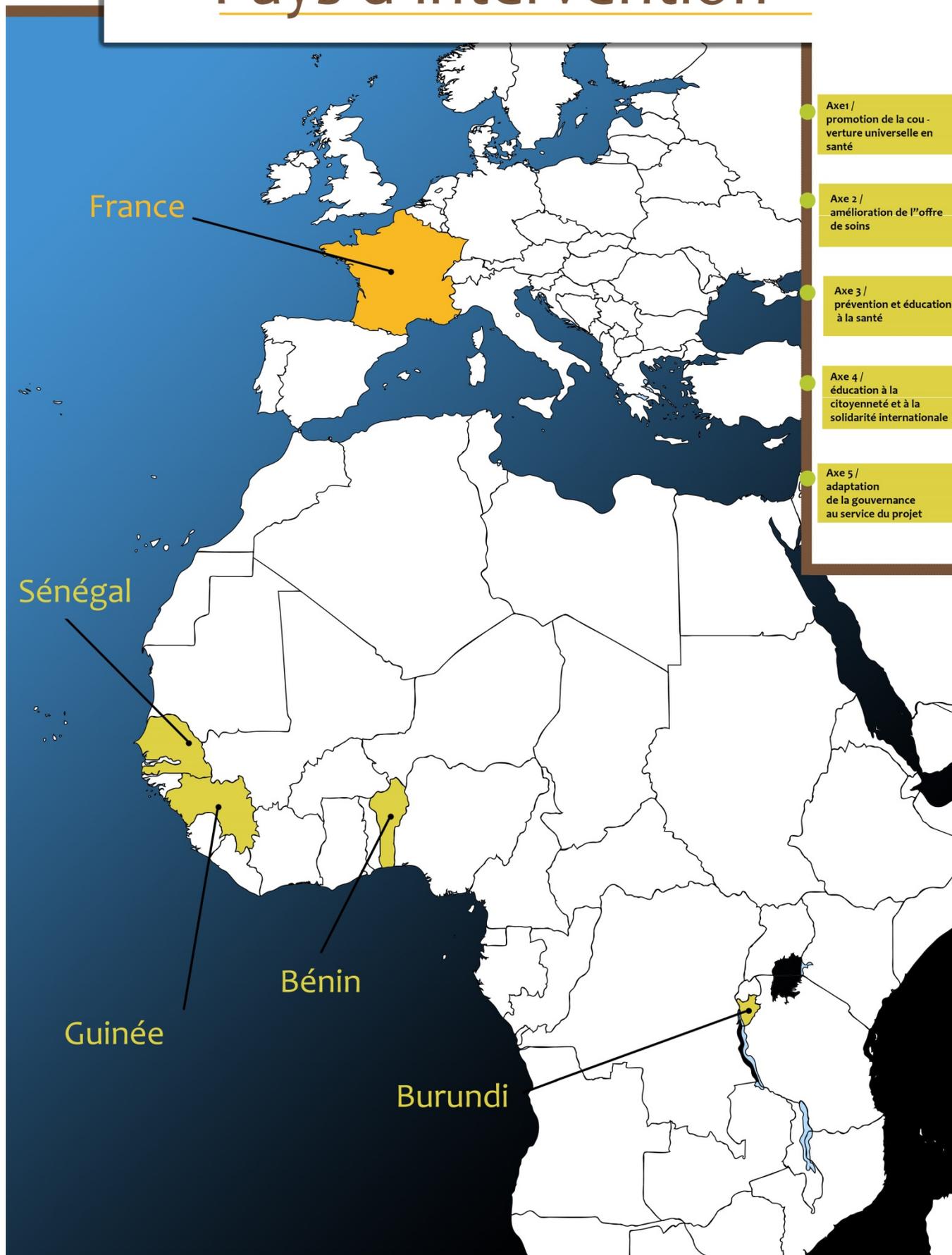
En effet, devant les exigences des bailleurs au Nord, nous pourrions parfois être contraints de privilégier le court terme. Nous nous félicitons aujourd'hui que nos bailleurs principaux (tels que l'AFD) commencent à prendre en considération les aspects conditionnant les changements et non plus seulement les résultats quantitatifs à court terme.

Le rapport d'activités qui vous est présenté ici est fortement marqué par des relations partenariales qui découlent de notre projet associatif et des valeurs qui y sont inscrites.

Nous évoluons dans un monde où l'immédiateté et la superficialité des résultats l'emportent trop souvent sur le temps nécessaire au changement sociétal.

Ce rapport d'activité et ce rapport d'orientations sont une illustration de l'équilibre nécessaire entre notre responsabilité vis-à-vis des bailleurs et notre volonté d'être un acteur du changement social.

Pays d'intervention





France - PROJET ASSOCIATIF

ESSENTIEL a souhaité en 2015 réfléchir sur son projet associatif.

Cette décision est née d'un triple constat :

- 1. Le projet associatif devait intégrer les changements majeurs survenus depuis 2012, année où Nantes-Guinée est devenue ESSENTIEL.
- 2. Les évolutions de l'environnement et des projets dans de nouveaux pays devaient être réinterrogées et trouver une cohérence au regard du cœur de métier d'ESSENTIEL.
- 3. L'étude de la gouvernance de l'association tant dans sa structuration (statuts, fonctionnement) que dans la mobilisation potentielle de nouvelles personnes ressources devenait incontournable.

Ce travail, validé dans le cadre d'un financement FONDES - Dispositif Local d'Accompagnement (DLA), a été accompagné par un intervenant externe (*).

L'association a défini 2 objectifs généraux :

- Réviser le projet associatif et le formaliser en un scénario de développement cohérent
- Transformer le scénario retenu en plan d'actions / feuille de route

A partir d'une méthodologie basée sur l'analyse du passé et l'interrogation des acteurs et partenaires ici et là-bas, ESSENTIEL a mobilisé les élus et salariés, et redéfini ses axes opérationnels d'ici à 2020.

Comme vous le verrez ci dessous, les choix retenus sont de 3 ordres : continuer et consolider le cœur de métier historique d'ESSENTIEL, porter et développer des projets d'éducation et réviser ses structures de gouvernance.

Au delà de la méthodologie retenue, le travail d'accompagnement a amené les élus et salariés à préciser les valeurs qui fondent l'action d'ESSENTIEL. Le projet DLA a permis d'apporter davantage de lisibilité aux membres et aux partenaires sur la

stratégie que veut mettre en oeuvre ESSENTIEL pour les années à venir.

(*) "RSCOP Accompagner la responsabilité sociale des organisations», Consultant Pierre THEVENOT.

Quels sont les choix opérés en 2015 suite au DLA ?

Des axes de développement précis pour l'association

Les orientations stratégiques de l'association, déjà identifiées au sein du projet associatif d'ESSENTIEL, ont été précisées en axes opérationnels forts. Les missions de l'association ont été déclinées en 5 axes :



Un scénario pour les 5 ans à venir

Le scénario retenu a pour fil rouge « le développement de projets terrain autour des axes 1, 2 et 3 ».

La volonté de confirmer des projets d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale a été affirmée; ceci avec une vocation territoriale sur la Région Pays de La Loire. Enfin, les partenariats et échanges engagés (Sénégal, Madagascar, Bénin, nouveaux pays) restent à poursuivre avec une priorité donnée à l'Afrique de l'Ouest.

Les moyens humains accordés par ce scénario sont de 3 salariés permanents. Le rôle des membres de l'association est renforcé à travers une implication bénévole au sein de différents groupes de travail.

Un nouvel organigramme de l'association plus adapté à son ambition

Le fonctionnement des instances associatives a été examiné lors du DLA pour s'adapter aux enjeux évoqués précédemment.

Un nouvel organigramme a été validé et des groupes de travail ont été constitués.

Deux commissions à caractère politique

Les commissions « Finances » et « Vie associative » ont un rôle de conseil auprès du Conseil d'Administration.

Trois commissions d'expertise et de réflexion

Trois commissions ont quant à elles une mission transversale de réflexion :

- Une Commission « Protection sociale »
- Une Commission « Santé »
- Une Commission « Education à la Citoyenneté et à la solidarité internationale ».

De par l'expertise de leurs membres, ces commissions sont chargées d'apporter un point de vue technique sur les questions auxquelles est confrontée ESSENTIEL au travers de ses activités.

Cinq groupes de travail « pays » pour un meilleur suivi

Les groupes « pays » constitués pour appuyer les activités d'ESSENTIEL dans les pays concernés sont :

- Bénin
- Burundi
- Guinée
- Madagascar
- Sénégal

Vers une association ouverte à de nouvelles compétences

Une révision des statuts de l'Association a été engagée pour faciliter l'arrivée de nouveaux adhérents qu'ils soient individuels ou des personnes morales.

Des outils de planification au service de la stratégie

La stratégie arrêtée pour 2016-2020 exige de mobiliser des outils pour une meilleure organisation des activités. Ils seront progressivement mis en place au cours de l'année 2016.

Un plan d'action par année

Le scénario opérationnel choisi par le Conseil d'Administration en 2015 se traduit par des plans d'action annuels listant : les objectifs prioritaires, les moyens humains et financiers, les échéances et les indicateurs d'avancement des activités.

Des feuilles de route pour les commissions

Chaque Commission précise ses objectifs en lien avec le plan d'action annuel ainsi que les interactions avec les autres groupes.

Le recensement des métiers de l'association

L'association est engagée dans une analyse de ses pratiques afin d'identifier et de valoriser les savoir-faire contribuant à répondre aux objectifs fixés par le projet associatif.

Il s'agit aussi de discerner les sources de renforcement potentielles : la recherche de compétences complémentaires le cas échéant (accueil de nouveaux bénévoles, de services civiques ou de volontaires) et les besoins de formation.



France - RESSOURCES HUMAINES

Enjeux

L'ouverture de l'association vers de nouveaux partenariats a entraîné une multiplicité de sollicitations tant en France que dans les pays du Sud : nouveaux projets, nouveaux partenaires...

Des ajustements ont été apportés dans l'organisation des ressources humaines : équipe salariée, bénévoles et compétences apportées par les partenariats.

Quelques repères

Une équipe technique stable sur l'année 2015

En 2015, dans la continuité de 2014, l'équipe salariée composée de trois personnes est structurée autour de 5 fonctions : Direction / Développement / Administration/Finances / Projet / Communication.

D'octobre 2014 à juin 2015, l'équipe a également accueilli une stagiaire assistante de gestion et de communication : Céline Delaporte-Lucas.

Des recrutements opérés en 2016

En fin d'année 2015, des événements ont conduit à une adaptation de l'équipe technique :

- Anne Bitner, chargée de projets, a quitté ESSENTIEL au terme de son CDD de 18 mois.
- Florian Perrudin s'est vu confier la Direction par interim d'ESSENTIEL pendant l'arrêt maternité de Béatrice Diallo.

Deux personnes ont rejoint l'équipe en janvier 2016 :

- Jean Cassard, chargé de projets
- Cécile Pavéc, assistante administrative et financière.

Perspectives et missions des commissions en 2016

Les commissions politiques

La Commission Financière (Joseph Soulard, Marie Androuet, Pierre-Yves Tréhin, François Melon) a pour missions :

- Elaboration du Budget Prévisionnel annuel
- Co-construction des budgets liés aux projets avec nos partenaires
- Proposition d'arbitrages en vue d'une sécurisation budgétaire des projets co-construits
- Concertation avec les commissions Pays et Projets pour une cohérence budgétaire
- Echanges avec les partenaires pour des facilités de trésorerie
- Relations avec le Commissaire aux Comptes

Enjeux 2016 : Valider une stratégie financière à moyen et long terme pour permettre le développement de nouveaux projets visant à pérenniser l'association.

La Commission Vie Associative (Marie-Jeanne Olivier, Anne Vincent, Joseph Soulard).

Ses Missions sont :

- Révision des statuts et du règlement intérieur pour un équilibre de représentation entre les collèges personnes morales et personnes physiques.
- Intégration de nouveaux adhérents : explorer les réseaux pour l'adhésion de personnes morales, encourager l'adhésion d'adhérents individuels.
- Place d'ESSENTIEL dans les réseaux
- Voyage découverte en Guinée : voyage solidaire ayant pour objet la découverte du contexte de réalisation des activités.

Les commissions d'expertise et de réflexion

La Commission Protection Sociale (Pierre-Yves Trehin, Jean-Paul Leduc, Gaby Bonnard, Anne Vincent).

Son rôle :

- Structure de référence du Conseil d'Administration en matière de protection sociale
- Pôle de compétences appuyant la direction dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets
- Appui aux partenaires du Sud dans l'élaboration de leurs stratégies de plaidoyer vis-à-vis des autorités nationales (impliquant un travail en réseau qui associe les différentes composantes de la société civile)
- Implication dans les réseaux d'acteurs du Nord qui visent l'objectif d'amélioration de la protection sociale

La Commission Santé (Jacques Denis, Marie Androuet, François Raimbault, Bernard Branger, Daniel Coutant).

La commission Santé est une commission transversale regroupant les axes 2 (amélioration de l'offre de soins) et 3 (éducation et prévention santé) qui vise à :

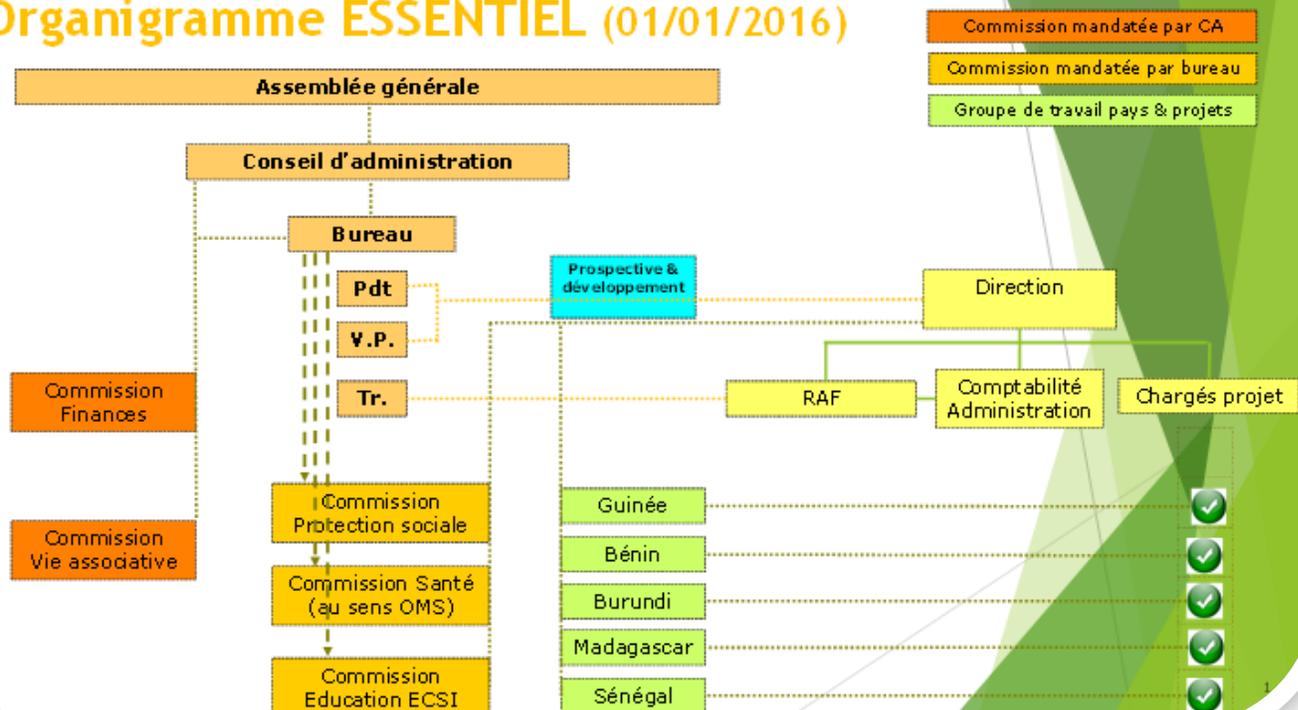
- Accompagner les partenaires sur le terrain, soutenir l'équipe salariée et appuyer ponctuellement les groupes pays
- Enrichir la réflexion d'ESSENTIEL et être force de proposition sur les champs de l'amélioration de l'offre de soins, l'éducation et la prévention santé

La Commission Éducation à la Citoyenneté et Solidarité Internationale

Il s'agit pour ESSENTIEL de contribuer à sa mission d'éducation et de sensibilisation à partir de son expérience sur les questions de santé et de protection sociale au niveau international.

Cette commission devra être constituée dans les mois qui viennent.

Organigramme ESSENTIEL (01/01/2016)





France - COMMUNICATION

Enjeux

Depuis 2013, ESSENTIEL a pris acte de la nécessité de repenser sa stratégie de communication et de moderniser ses outils. L'objectif clairement identifié est de gagner en lisibilité auprès du grand public, des financeurs et des acteurs du territoire afin de :

- Valoriser l'implication des membres personnes morales engagées dans l'association
- Développer son attractivité en vue de consolider les partenariats existants et d'en solliciter de nouveaux
- Se faire connaître sur le territoire pour s'ancrer davantage auprès de la population ligérienne
- Attirer de nouveaux membres bénévoles actifs, de nouveaux adhérents et de nouveaux donateurs, ceci au service des projets et de leur financement
- Fidéliser les bénévoles et le réseau actuel pour les garder impliqués dans la dynamique de l'association.

Une stagiaire, Céline Delaporte-Lucas, étudiante en 3^{ème} année de communication a été recrutée à cette fin d'octobre 2014 à Juin 2015.

Quelques repères

Les efforts de communication de l'année 2015 ont porté sur la conception d'outils numériques, sur la refonte de supports devenus obsolètes, sur la création de documents cadres ainsi que sur l'animation de la stratégie de communication.

Les travaux engagés en 2014 se sont poursuivis en 2015 autour de la conceptualisation et la refonte des supports de communication :

- Conception d'une charte graphique afin d'harmoniser tous les documents de l'association.
- Mise à jour des modèles types de documents (courrier, powerpoint, rapport) selon la charte graphique

- Rédaction de documents cadres et de procédures pour l'administration des différents outils : page web, réseaux sociaux, newsletter, panel de lecteurs
- Evolution du site internet
- Mise à jour de l'arborescence et des contenus du site internet
- Conception d'un gabarit de newsletter
- Tri et organisation de la photothèque par année et par Pays
- Mise à jour du carnet d'adresses pour le transformer en base de contact de personnes qualifiées

Actions de communication opérationnelle

- Réalisation graphique de supports annonçant les temps forts : conférences, séminaire annuel, cartes de vœux...
- Refonte du document d'accueil des bénévoles
- Envoi d'e-mailing d'informations auprès des contacts d'ESSENTIEL : 4 e-mailing en 2015 (près de 50 % de taux d'ouverture)
- Campagne de collecte (crowdfunding) pour le financement du projet Solidarité Ebola.
- Rédaction régulière d'articles : 22 articles publiés en 2015 sur le site de l'association.
- Diffusion mensuelle par email d'une note de veille thématique à l'ensemble du Conseil d'Administration

Actions événementielles

- Organisation du Séminaire annuel le 31 août 2015 : Réflexions prospectives sur le développement de l'association
- Organisation le 16 Avril 2015 de la Conférence – débat : *La santé, quel(s) accès et à quel(s) prix ?* en partenariat avec OXFAM France et Médecins du Monde.

Perspectives

L'objectif de communication d'ESSENTIEL vise à une meilleure visibilité des projets : leur ambition politique et leur concrétisation sur le terrain.

Le défi consiste à rendre accessibles pour un public plus large des sujets trop souvent limités à un réseau d'initiés (acteurs mutualistes, de la santé et de la solidarité internationale).

La 'démocratisation' de la communication d'ESSENTIEL passe par des outils grands publics (web, plaquettes) et par un travail sur la ligne éditoriale (vocabulaire, choix visuels). Elle est complémentaire aux enjeux de capitalisation et de redevabilité de l'association vis-à-vis de ses partenaires et de ses financeurs.

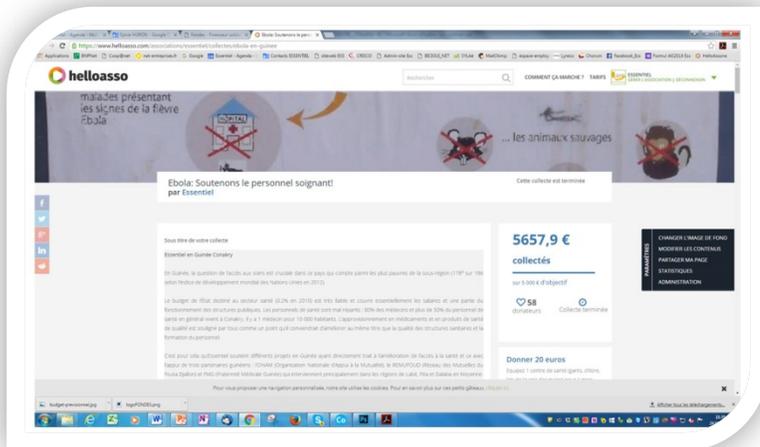
Des atouts sont relevés par des personnes extérieures (audit du DLA, mémoire de stage, rapport d'étonnement des nouveaux salariés, reconnaissance des pairs): la qualité des valeurs défendues au travers des projets, la force de l'implication des membres, l'approche méthodologique, la maîtrise technique des sujets et le sens donné aux partenariats.

En s'appuyant sur ces atouts, il s'agira au cours des années à venir de renforcer ce repositionnement d'image et de faire vivre dans la durée les actions de communication en « maintenant un rythme ».

En 2016, seront réalisés :

- la refonte du dépliant de communication d'ESSENTIEL
- l'évolution continue du site internet (intégration d'une plateforme de paiement en ligne des dons et cotisations) ainsi que la place d'ESSENTIEL sur les réseaux sociaux.
- La diffusion grand public du travail de capitalisation sur le projet Santé pour Tous via une chaîne You Tube.

Aux côtés des salariés, une implication des bénévoles sera requise ainsi que l'accueil de stagiaires en communication.



- Campagne 2015 de crowd funding pour la prévention EBOLA sur le site HelloAsso

LA SANTÉ

QUEL(S) ACCÈS ET À QUEL(S) PRIX ?

Il s'agit d'interroger l'accès à la santé des individus tant au niveau des dispositifs et politiques existantes que des barrières financières qui se dressent dans un contexte de crise économique et sociale.

Cette conférence croisera différentes approches :

- OXFAM développera son travail de plaidoyer sur le financement des systèmes de santé et les politiques de gratuité des soins au Sénégal ;
- ESSENTIEL partagera son expérience autour d'initiatives communautaires de mutuelles de santé en Guinée et abordera la question du renoncement aux soins en France ;
- Médecins du Monde décrira son travail d'accompagnement des migrants pour faire valoir leurs droits à la santé et leur accès aux dispositifs de soins en France ;

- 16 avril 2015 -
- 19h -
- Salle de la Manu -
10 bis Bd Stalingrad
44 000 Nantes

Venez nombreux !

contact@essentiel-international.org
02 40 35 31 63 - 06 08 35 30 40



France - PARTENAIRES ET RESEAUX

Plate Forme Guinée

La Plate Forme Guinée est un espace d'échange et de concertation composé d'associations de solidarité internationale des Pays de la Loire intervenant en Guinée.

Animée depuis 2011 par ESSENTIEL, la Plate Forme a des missions orientées selon 4 axes majeurs :

- Espace d'échange, de concertation et de mutualisation
- Espace d'information et de sensibilisation vers le grand public et les bénévoles
- Relations avec les collectivités et les institutions locales et régionales
- Conseil et formation.

Depuis 2014, la Plate Forme Guinée a entamé des réflexions afin d'assurer une continuité de cet espace de dialogue et de partage important pour ses membres.

Une dynamique de rapprochement et de mise en cohérence de la Plate Forme avec les activités de la Maison des Citoyens du Monde a été confirmée en 2015 et engagée en 2016.

Ce rapprochement doit permettre de « décloisonner » les actions et de partager au sein d'un collectif plus large cet espace d'échange, de concertation et d'information.

Maison des citoyens du Monde (MCM)

La Maison des Citoyens du Monde est un réseau départemental de structures et d'individus rassemblés en Loire-Atlantique autour de la promotion des Droits Humains.

Ses deux axes d'intervention sont :

- Organiser et animer des espaces de rencontres, de réflexions et d'actions collectives
- Militer pour une citoyenneté active et responsable auprès d'un public large

Membre de la Maison des Citoyens du Monde depuis de nombreuses années, ESSENTIEL entend continuer à s'investir au sein du collectif.

La volonté d'ESSENTIEL de s'impliquer sur les enjeux d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (Axe 4) a été affirmée en 2015. Cette mission nouvelle d'ESSENTIEL pourrait trouver écho au sein des dynamiques collectives et bénéficier de l'expertise de la MCM.

F3E

F3E est un réseau associatif entièrement dédié à la qualité - en terme de méthode de travail - des actions de solidarité internationale et de coopération décentralisée.

Composé d'une centaine d'ONG, de collectivités territoriales et d'établissements de santé, il rassemble les acteurs majeurs du secteur du développement et de la coopération internationale en France.

Les 3 « E » qui composent son acronyme font référence aux 3 axes majeurs de sa mission : Évaluer, Échanger et Éclairer.

ESSENTIEL est membre du F3E depuis plusieurs années. Ses collaborations avec le F3E portent sur :

- Evaluations du projet Santé Pour Tous
- Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation (cartographie des incidences)
- Accompagnement du processus de capitalisation engagé par l'association en 2013
- Etude préalable au lancement d'une dynamique pluri-acteurs à Rufisque au Sénégal en 2016

La richesse des réflexions théoriques et pratiques du collectif et la qualité des appuis qui ont été apportés ont permis de renforcer les actions et le positionnement de l'association.

ESSENTIEL s'est impliquée en 2015 dans le Conseil d'Administration du F3E.

Programme PASS

En 2015 puis en 2016, différents évènements ont réuni ESSENTIEL et le PASS (Programme d'Appui aux Stratégies mutualistes en Santé) :

- A Nantes, dans le cadre et en marge du Congrès National de la Mutualité
- A Dakar, dans le cadre d'une réunion du Bureau Ouest Africain de l'Union Africaine de la Mutualité (UAM-AFRO)
- A Conakry, dans le cadre des « Journées de la Mutualité guinéenne - Place des Mutuelles de santé dans la mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale et de la couverture maladie universelle en Guinée »
- A Abidjan en 2016, dans le cadre de la conférence internationale « Les perspectives du mouvement mutualiste africain dans le cadre des couvertures santé universelles »

Le programme PASS (basé en Côte d'Ivoire) est une assistance à maîtrise d'ouvrage qui accompagne et appuie les initiatives des décideurs de la zone UEMOA (Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest), les responsables des mutuelles, les responsables de la protection sociale, les pouvoirs publics et les instances sous-régionale, dans :

- La création et le développement des mutuelles
- La structuration du mouvement dans chaque pays et au niveau sous-régional
- Les actions de plaidoyer, de sensibilisation et de communication
- Le développement d'outils de gestion de prestations et d'outils de gestion d'offres de santé mutualistes.

Ces échanges de par la complémentarité des partenariats, des logiques d'intervention et des visions en partage entre ESSENTIEL et le PASS méritent d'être maintenus et accentués.

PROJEG

ESSENTIEL est membre du PROJEG (Programme concerté de Renforcement des Organisations de la société civile et de la Jeunesse Guinéennes).

Le Projeg est un programme concerté pluri-acteurs dont les activités visent à renforcer les organisations de la société civile (OSC) guinéenne et notamment à accroître leurs capacités collectives à influencer les politiques publiques par le dialogue.

ESSENTIEL s'est peu impliquée en 2015 du fait de sa distance géographique avec la Guinée (accompagnement du projet Santé pour Tous par des missions ponctuelles).

Les partenaires guinéens sont membres actifs du Projeg.

Réseau Education et Solidarité

Le Réseau Education et Solidarité est une association internationale sans but lucratif fondée en 2009 qui rassemble aujourd'hui 30 organisations membres provenant des secteurs de l'éducation et de la santé sur les 5 continents.

Issues de la société civile et de l'économie sociale et solidaire, ces organisations partagent les valeurs de non-lucrativité, de démocratie, de solidarité. Ce sont des syndicats, des mutuelles, des associations, des coopératives, des universités...

Autour des enjeux d'éducation, de santé et de solidarité, ces membres agissent dans le monde entier afin de :

- Placer la santé au cœur de l'école
- Développer des systèmes de santé solidaires
- Faire vivre le principe de solidarité chez les jeunes

ESSENTIEL a adhéré au Réseau Education et Solidarité en 2014. Différentes collaborations sont à construire avec le réseau notamment au travers d'approches qui font sens commun : protection sociale en milieu scolaire et universitaire, éducation à la protection sociale, implication des jeunes dans les organisations.

Interventions externes et formations

ESSENTIEL a participé en 2015 à différents évènements et apporté sa contribution dans des formations universitaires et/ou professionnelles. On notera en particulier :

- École de sages femmes - Nantes (Unité d'Enseignement Humanitaire) "Comprendre les enjeux d'une mission et identifier les savoir-faire nécessaires dans les contextes difficiles ou dégradés en France ou à l'étranger »
- Maison des Citoyens du Monde – Contribution au programme de formation "Construire un projet de solidarité internationale"
- Master 2 Gestion des Organismes de Protection et d'Assurance Sociales – Intervention sur le thème « Enjeux de la protection sociale en Afrique »
- AFD/ Fondation SANOFI – « La place de la micro-assurance santé dans les dispositifs de couverture universelle en santé des pays en développement »
- Fondation Harmonie Solidarités Journée d'échanges - Mise en commun des expériences et projets à l'international (Mutualité Française Anjou Mayenne, Mutuelles de Vendée, ESSENTIEL).
- Région Pays de la Loire – Carrefour de la solidarité Internationale « Agir ou réagir : gestion de l'urgence et de la post-urgence »



Guinée

-

SANTÉ POUR TOUS

Contexte

En Guinée, ESSENTIEL intervient depuis de nombreuses années pour la promotion de la santé pour tous et l'accès à la couverture santé universelle.

Le projet actuel (2013-2016) concerne les préfectures de Labé, Pita et Dalaba. Depuis 2012, des partenaires locaux ont pris le relais des équipes techniques d'ESSENTIEL. Il s'agit d'ONAM (Organisation Nationale d'Appui à la Mutualité), du REMUFOUD (Réseau des Mutuelles de Santé du Fouta Djallon) et de FMG (Fraternité Médicale Guinée). Leurs actions s'ancrent dans les dynamiques communautaires qu'ils soutiennent :

- création de mutuelles de santé, appui à la structuration du mouvement mutualiste
- appui à l'émergence d'acteurs sociaux en mesure de jouer leur rôle dans la définition des politiques publiques en matière d'accès à la santé
- contribution à l'amélioration de la qualité des soins
- partenariat entre les structures sanitaires et la société civile.

A ce jour la grande majorité de la population guinéenne ne bénéficie pas de protection sociale et n'est pas associée aux choix qui la concernent dans ce domaine.

L'action d'ESSENTIEL et de ses partenaires vise non seulement l'amélioration de la santé par le développement de la protection sociale appuyée sur un mouvement mutualiste fort mais aussi l'appui à des acteurs de la société civile. Ce renforcement leur permettra de peser vis-à-vis des décideurs en matière de politique de santé et de protection sociale et de s'associer à la définition des politiques publiques.

ESSENTIEL assure un rôle de coordination du projet, d'accompagnement des acteurs, de suivi-évaluation et de capitalisation.

Cette fonction, précédemment assurée par un Volontaire de Solidarité Internationale sur place, est prise en charge depuis septembre 2014 par des missions rapprochées sur le terrain et une coordination assurée par Florian Perrudin.



Un projet qui concerne

- 3 préfectures pour une population estimée à 300.000 personnes
- 15 collectivités ou groupements à l'initiative des mutuelles
- Les établissements de santé conventionnés avec les mutuelles
- 17 organisations mutualistes ou d'appui aux mutuelles
- En lien avec les autorités sanitaires et locales, le réseau des promoteurs de la protection sociale en Guinée (PPSOGUI) et les organisations de la sous-région
- Un objectif de 20.000 mutualistes

Les objectifs

Améliorer la santé des populations en Moyenne-Guinée :

- Développer la couverture sanitaire de proximité en faveur des familles par la promotion et le renforcement des mutuelles de santé et l'amélioration de la qualité de l'offre de soins
- Mettre en place un cadre favorable au développement d'initiatives en santé par le renforcement des structures d'appui, des organisations fédératives et des cadres de concertation.
- Renforcer l'approche des acteurs par la mise en place d'un processus de capitalisation, par le développement de la recherche et de l'innovation et par un processus de suivi-évaluation efficient.

Actions réalisées

La dynamique des interventions en Guinée s'appuie sur trois piliers.

1/ Le volet social : « mutuelles de santé »

Il concerne l'appui aux mutuelles à la base, le renforcement de la compétence des élus, la mobilisation sociale et l'information des communautés ainsi que l'appui à la structuration du mouvement mutualiste : organisation des faîtières, ancrage national des dynamiques mutualistes (via le Réseau des promoteurs de la Protection Sociale en Guinée – PPSOGUI), plaidoyer au service d'un meilleur accès à la santé et de l'émergence de politiques de protection sociale.

L'effectif des mutuelles a connu une croissance importante entre 2014 et 2015. Cette évolution s'explique par différents facteurs dont l'implication active des élus mutualistes dans les inscriptions, les stratégies de plaidoyers auprès des autorités sanitaires, l'usage des médias dans la promotion des mutuelles, la création de nouvelles mutuelles et l'implication des ressortissants des localités. A noter que l'implication effective de certains prestataires de soins dans la sensibilisation et la démarche d'adhésion automatique engagée avec les membres des groupements agricoles ont été des stratégies complémentaires efficaces.

Quelques chiffres

Au démarrage du projet (décembre 2012):	Décembre 2014 :	Fin décembre 2015 :
9 Mutuelles	10 mutuelles	12 mutuelles
1112 adhérents	1297 adhérents	3038 adhérents
4328 bénéficiaires	4631 bénéficiaires	9617 bénéficiaires
<u>Cotisations perçues :</u> 92 millions GNF Soit 11 500 €	<u>Cotisations perçues :</u> 104,6 millions GNF Soit 13 000€	<u>Cotisations perçues :</u> 246,8 millions GNF soit 30 800€
Indicateurs :		
<ul style="list-style-type: none"> ■ Taux de recouvrement des cotisations : 98% ■ Taille moyenne des familles : 3.2 ■ Taux de fidélisation : 57% ■ Taux de sinistralité : 75% ■ 56% de femmes 		

Malgré l'évolution des effectifs des mutuelles -qui doit être confirmée durant les années à venir- les enjeux de fidélisation restent importants et révèlent combien il est difficile d'inscrire la démarche de développement des mutuelles dans une vision long terme.

Dans la continuité des activités menées en 2014, les activités favorables à la prise en compte du genre par les mutuelles et les partenaires ont été poursuivies. A ce titre, l'on peut citer l'implication du mouvement mutualiste dans certaines localités pour célébrer la journée du 8 mars, l'étude autour de services plus spécifiquement attendus par les femmes que n'offre pas la mutuelle - mais aussi de façon plus transversale une prise en compte du genre dans la communication des mutuelles (spots radios, table-rondes radiodiffusées).

Les activités de ce volet d'intervention se sont particulièrement attachées en 2015 à l'opérationnalisation des évolutions envisagées en 2014. Il s'est agi notamment d'ajuster le système mutualiste pour répondre à la problématique du bénévolat et de renforcer la sensibilisation :

- Mise en place de commissions de mobilisation sociale
- Implication des prestataires dans la démarche de promotion des mutuelles
- Développement de la fonction de correspondants locaux
- Indemnités de promotion et de fidélisation
- Évolution de mutuelles à taille sous-préfectorale à une taille préfectorale avec des sections locales
- Concrétisation de démarches de contrats de groupe.

Les échanges organisés dans la sous-région ont par ailleurs permis de croiser les visions, les approches et les réalités du développement des mutuelles de santé avec différents Pays. On peut noter à ce titre la rencontre avec le bureau Ouest Africain de l'Union Africaine de la Mutualité au Sénégal en mai 2015 et le voyage d'élus mutualistes guinéens pour étudier le système sénégalais où l'Etat s'est engagé dans une politique d'Assurance Maladie Universelle donnant une large place aux mutuelles de santé.

Les scénarios techniques pour la prise en charge des soins secondaires ont été adoptés par les mutuelles après de nombreux travaux de concertation au sein du mouvement mutualiste et avec les hôpitaux. La mise en place d'un fonds de garantie permettant de mutualiser les risques financiers des mutuelles membres du Réseau et d'encourager une relation de partenariat renforcée avec les structures de santé conventionnées est un pas important pour le mouvement mutualiste.

Le réseau des Promoteurs de la Protection Sociale en Guinée (PPSOGUI) a continué d'évoluer positivement en 2015. Au titre des activités phares du réseau en 2015 on peut souligner :

- Le renforcement des capacités des membres de PPSOGUI (plaidoyer, protection sociale)
- L'élaboration d'un document de stratégie de positionnement des mouvements sociaux sur le RAMU
- Les nombreux échanges de PPSOGUI avec : Ministère de l'Action sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance, Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, Assemblée Nationale, Primature
- L'implication dans l'élaboration de la politique nationale de la protection sociale en Guinée.

Les « Journées de la mutualité » organisées par PPSOGUI ont été un moment particulièrement fort de la vie du mouvement mutualiste guinéen. Elles avaient pour thème « Place des Mutuelles de santé dans la mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale et de la couverture maladie universelle en Guinée ». Ces journées ont rassemblé les acteurs de la mutualité de Guinée, autorités nationales, partenaires étrangers (WSM, ANMC, ESSENTIEL, PASS), représentants des réseaux nationaux de Protection Sociale de l'Afrique de l'Ouest (Mali, Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso) et de l'Union Africaine de la Mutualité zone Afrique de l'Ouest (UAM – AFRO). Ces journées ont été une occasion de débats et d'échanges sur les concepts de la mutualité et des nouveaux enjeux de la protection sociale en République de Guinée.

2/ Le volet médical : « offre de soins »

Ce volet porte en particulier sur l'accompagnement des structures sanitaires conventionnées (contractualisation, formation, suivi). Le développement de la qualité de l'offre de soins est l'un des enjeux phares pour le bon développement des mutuelles de santé. En 2015, l'axe sanitaire du projet Santé Pour Tous a été renforcé.

Le conventionnement avec l'offre de soins associe de nouveaux prestataires ; 3 nouvelles mutuelles ayant lancé les prises en charge. L'accompagnement et la formation continue des prestataires de santé partenaires des mutuelles est une activité importante du médecin-conseil. Le dispositif de conventionnement est suivi en continu. Sa mise en place est un outil essentiel dans la relation mutuelle/offre de soins dans le contexte guinéen. L'expérience montre notamment la capacité que donnent ces conventions aux élus dans le maintien des engagements avec l'offre de soins. Le conventionnement est d'autant plus important quand la mutuelle représente une population importante. Les mesures peuvent aller jusqu'à la suspension d'une convention lorsque les engagements réciproques avec l'offre de soins ne sont pas tenus.

Un travail de formalisation de la fonction médecin-conseil développée dans le cadre du projet a été réalisé. Cette expérience guinéenne étant documentée, un partage avec l'expérience ivoirienne a été réalisé auprès de la MUGEF-CI (Mutuelles Générale des Fonctionnaires et agents de l'Etat). Un médecin-conseil de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale guinéenne a également été rencontré afin de croiser les expériences. L'équipe de médecin-conseil a évolué en 2015 avec le départ du médecin-conseil référent ; ce qui a nécessité des réajustements. La démarche d'amélioration de la qualité des soins engagée en 2014 a été poursuivie en 2015. Il s'agit d'identifier au niveau de certaines structures sanitaires conventionnées avec les mutuelles des points majeurs sur lesquels, en partie à budget constant, il est possible d'intervenir (hygiène, qualité de l'accueil...). La mise en œuvre du dispositif n'a pas été conduite pour tous les centres en 2015. Aussi, au regard de l'évolution de l'équipe et de la nécessité de relancer la dynamique, une mission médicale d'ESSENTIEL s'est déplacée début 2016.



A la suite de la mission médicale qui s'est tenue en 2014, des livrets de prévention dédiés aux principales pathologies de la zone d'intervention (paludisme, infections respiratoires, hypertension...) ont été édités. Si la diffusion de ces livrets auprès du mouvement mutualiste et des populations mérite d'être ajustée, le livret destiné aux prestataires de santé partenaires peut-être une base de contrôle et d'apprentissage

continu par le personnel médical. L'extension des services proposés par les mutuelles concerne l'accès aux soins secondaires (hospitalisations).

Il représente pour les mutuelles un enjeu important en termes d'attractivité, proposant ainsi aux populations la couverture de risques de santé importants. Cette évolution représente toutefois un risque pour les mutuelles car les coûts de santé à encadrer doivent être accompagnés de mécanismes de maîtrise des phénomènes d'anti-sélection (proportion de personnes à risque plus importante). Cette évolution du panier de services, s'accompagnant d'une augmentation des cotisations, semble inhiber les démarches de mobilisation sociale engagées en 2016, au même titre que la faiblesse de la qualité des soins.

3/ Le volet « savoir-faire » - « faire-savoir »

De troisième volet vise la formation continue et le renforcement des acteurs mutualistes et opérateurs d'appui pour permettre l'émergence de compétences nationales à même de conduire des dynamiques locales et nationales de protection sociale. Ce volet a également pour objet de documenter l'expérience afin qu'elle soit partagée.

Concernant l'autonomisation des acteurs et la pérennité du mouvement mutualiste, on peut souligner que le cadre multi-acteurs a permis de faire évoluer les postures des partenaires. Les synergies d'action des partenaires avec leur environnement se sont accentuées et renforcent la place du mouvement mutualiste et la légitimité des acteurs dans l'environnement local. Cependant, la complexité du cadre multi-acteurs doit nous amener à mieux cibler les responsabilités dans l'action collective.

Le dispositif de suivi-évaluation basé sur la méthodologie de la cartographie des incidences mis en place en 2014 avec l'appui du F3E a été suivi par nos partenaires. Cet outil permet d'assurer le suivi des mutuelles de santé, le suivi des acteurs du projet, de leurs évolutions et de leurs relations, la grille stratégique du projet, les outils de collecte et d'analyse des données et les mécanismes de leur utilisation. Les étapes semestrielles de suivi-évaluation sont une occasion pour les partenaires d'évaluer les changements entraînés sur eux-mêmes et leur environnement, d'analyser leurs pratiques et ainsi éventuellement de les ajuster. Le rapport final de cette évaluation sera produit en 2016 à l'issue du projet.

La capitalisation est partie du besoin pour ESSENTIEL et de ses partenaires de retenir ce qui a été fait pour le partager et apprendre des expériences pour produire des repères pour d'autres interventions. Trois axes de capitalisation sont engagés :

- La capitalisation 1 sur « les processus métiers d'appui technique aux mutuelles » avec l'élaboration d'un référentiel métier d'ONAM
- La capitalisation 2 sur « les mutuelles et leur parcours vers l'autonomie », se basant sur les témoignages des élus mutualistes
- La capitalisation 3 sur l'appui d'ESSENTIEL pour « accompagner une équipe vers l'autonomie » en lien avec le transfert de compétences et la responsabilisation d'ONAM et des autres partenaires dans la conduite du projet entre 2010 et 2012.

Dix vidéos ont été réalisées afin d'illustrer les différentes productions de capitalisation qui seront finalisées en 2016.

Perspectives

En 2016, ESSENTIEL engagera une nouvelle phase du projet Santé Pour Tous prenant en considération les acquis et l'expérience des acteurs. Cette phase répond aux enjeux d'un développement plus large des dynamiques locales impulsées jusqu'à présent.

La cohérence des différentes activités à réaliser portera sur trois points majeurs : la consolidation du modèle économique et technique du mouvement mutualiste guinéen et de son appui ; l'impulsion de dynamiques de santé communautaire pérennes au service de l'amélioration de la qualité des soins ; l'appui à la société civile au niveau national pour impulser le développement de la Couverture Universelle en Santé.



DECLARATION DE CONAKRY SUR L'IMPLICATION DES MUTUELLES DE SANTE ET DES MOUVEMENTS SOCIAUX DANS L'ELABORATION ET LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION SOCIALE ET DE COUVERTURE UNIVERSELLE

Nous, **acteurs des mouvements sociaux guinéens** impliqués sur la thématique de la protection sociale, composés des mutuelles de santé, des syndicats des mouvements socio-éducatifs et des structures d'appui aux mutuelles de santé et aux initiatives de l'économie sociale ;

Réunis les 16 et 17 décembre 2015 à Conakry dans le cadre des **jours nationales de la mutualité guinéenne**, organisées par le Réseau des promoteurs de la protection sociale en Guinée (PPSOGUI), en étroite collaboration avec ses partenaires techniques et financiers, à savoir, Solidarité Mondiale (WSM - Belgique), Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (ANMC - Belgique), l'ONG ESSENTIEL (France), le Programme d'Appui aux Stratégies Mutualistes de Santé (PASS - France), l'Union Africaine de la Mutualité pour la zone Afrique de l'Ouest (UAM-Afro) ;

Avec le soutien des mutualités sœurs et des réseaux nationaux multi-acteurs de protection sociale de la zone UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali) ;

Et la participation et l'accompagnement des départements ministériels concernés ;

Horizon 2020 : Améliorer l'accès à la santé des populations par le développement de la Couverture Universelle en Santé

- 1- Contribuer à l'émergence de la Couverture Universelle en Santé par le développement du mouvement mutualiste guinéen : appui technique, système d'information NTIC, implication des collectivités locales, prise en charge des indigents, dimensions genre et jeunesse
- 2- Améliorer la qualité des soins et impulser des dynamiques de santé communautaire concertées : disponibilité de médicaments de qualité, formation des prestataires, actions de prévention et promotion de la santé, renforcement des dynamiques de santé communautaires et locales, fonctionnalité des postes de santé, médecine-conseil
- 3- Promouvoir par le plaidoyer et la concertation une vision partagée de la Couverture Universelle en Santé au niveau national et sous régional : appui à l'émergence d'un cadre institutionnel favorable à la CUS - secteur formel et informel, structuration nationale du mouvement mutualiste et implication de la société civile, sensibilisation à la protection sociale, partage de bonnes pratiques

Constatant :

- Le faible niveau de couverture sociale par les mécanismes de protection sociale santé existants (CNSS, INAMO, CNPSAE, Mutuelles, Fonds d'indigence, le Fonds National de Solidarité et des Transferts Sociaux) et tenant compte de la volonté politique du chef de l'État d'instituer le régime de couverture maladie universelle,
- La dynamique engagée par l'État guinéen de l'élaboration d'une politique nationale de protection sociale à l'instar des autres pays de la sous-région ;
- L'engagement des mutuelles de santé dans la dynamique de développement de la couverture maladie universelle avec l'État et d'autres organisations de la société civile ;
- L'insuffisance d'articulation entre les différents mécanismes publics et privés de protection sociale ;
- L'engagement de l'État guinéen, à travers le DSRP III (point 517) de « mettre en place un socle de protection sociale universel, en vue de permettre à toutes les catégories des populations de disposer d'un minimum de services essentiels et des transferts sociaux »

Demandons à l'État guinéen de :

- Mettre en place un cadre législatif et institutionnel régissant les mutuelles de santé et la protection sociale élaboré d'une manière concertée avec **l'implication des mouvements sociaux** ;
- Impliquer les mutuelles de santé et les mouvements sociaux dans **l'élaboration et la mise en œuvre de protection sociale** et de couverture maladie universelle holistique et inclusive ;
- Mobiliser des ressources pour le développement et **le renforcement des**

mutuelles de santé dans une perspective de généralisation de l'implantation des mutuelles de santé sur tout le territoire et de la couverture maladie universelle ;

- Améliorer la **disponibilité et la qualité de l'offre de soins** à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ;
- Définir et mettre en place des mécanismes de financement durable pour **l'extension de la protection sociale aux couches exclus**, en allouant des financements complémentaires au développement des mutuelles de santé

Demandons aux Mutuelles de Santé à :

- Renforcer la **professionnalisation et la structuration** du mouvement mutualiste à tous les niveaux préfectoral, régional et de se doter d'une structure faitière nationale ;
- Renforcer les **partenariats avec les prestataires de soins et les collectivités locales décentralisés** pour améliorer la qualité de l'offre de soins ;
- Harmoniser les outils de gestion dans le cadre du **renforcement de la gouvernance interne** ;
- Développer des **stratégies d'autonomisation**.

Demandons aux Partenaires Techniques et Financiers de :

- Poursuivre leur **appui-accompagnement aux mutuelles de santé** en l'inscrivant dans la durée ;
- Appuyer le mouvement mutualiste dans les **démarches de plaidoyer** au plan national, régional et international ;
- Capitaliser et valoriser les **bonnes expériences mutualistes**.



Guinée

-

ACTION SOLIDARITE EBOLA

Contexte

La République de Guinée est touchée par des décès suspects dès décembre 2013. Le virus de fièvre hémorragique Ebola (MVE) est identifié cette même année.

Le 25 mars 2014 un rapport du Ministère de la santé guinéenne fait état d'une épidémie d'Ebola dans 4 zones des districts du Sud Est de la Guinée: 86 cas sont suspectés et 59 morts sont dénombrés. Très rapidement, des pays voisins, la Sierra Leone et le Libéria, sont également touchés. Afin de répondre à cette crise, les associations Coopération Atlantique-Guinée 44, Flam Africa et ESSENTIEL se sont rapprochées dans la mesure où elles interviennent toutes trois sur le territoire guinéen.

Il a semblé pertinent de réunir ces 3 acteurs autour de ce projet car l'épidémie s'est propagée sur l'ensemble du territoire guinéen mais aussi au niveau régional en Sierra Leone, au Libéria, au Sénégal et au Mali. Un consortium a été établi avec ESSENTIEL comme porteur du projet.

Objectifs

L'épidémie Ebola, de par son ampleur et de par sa méconnaissance par le public, a suscité une grande défiance des populations à l'égard des structures sanitaires. Les premiers messages diffusés faisaient état d'une maladie incurable. En outre, les prestataires de soins ayant été nombreux à avoir été contaminés, les centres de santé ont été en conséquence perçus comme des mouroirs.

Les principaux besoins exprimés par les partenaires locaux (FMG, ONAM et REMUFOUD) portaient quant à eux sur le manque de moyens locaux pour assurer leurs missions dans de bonnes conditions.

L'action a été conduite en respectant trois principes :

- La solidarité envers les partenaires locaux, qui sont des acteurs reconnus sur leur territoire. Ils ont pu greffer à leurs actions quotidiennes (en faveur de l'éducation, de la santé, du développement économique et social), des actions de prévention et de sensibilisation au virus.
- L'inscription de l'action dans un cadre plus global en complément des actions menées au niveau local et national sur les pays d'intervention (Guinée, Sénégal) : mise en place de comités de riposte au niveau des régions et des préfectures, sous l'égide d'un comité national en lien avec l'Organisation Mondiale de la Santé.
- la nécessité de s'inscrire dans la durée, par la prévention, en redonnant à la population confiance vis-à-vis des structures de santé et en évitant la stigmatisation.

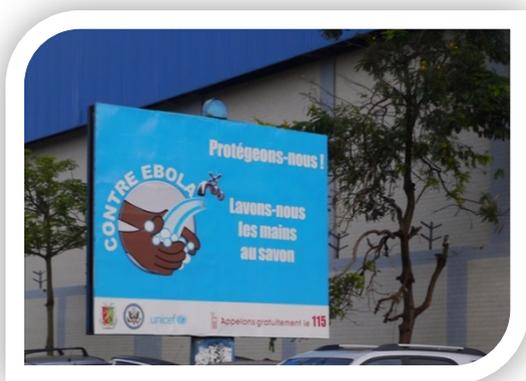
Cette action a été menée de décembre 2014 à décembre 2015 en concertation avec les partenaires d'ESSENTIEL -Coopération Atlantique Guinée 44 et Flam Africa- en Guinée sur les territoires de Labé, Pita, Dalaba, Kindia et au Sénégal à Rufisque.



Actions

Le projet initial s'étendait de janvier à juin 2014. En mars 2015, le soutien du Conseil départemental de Loire Atlantique a permis la poursuite de l'action cette même année afin de conforter les premières actions engagées sous la forme :

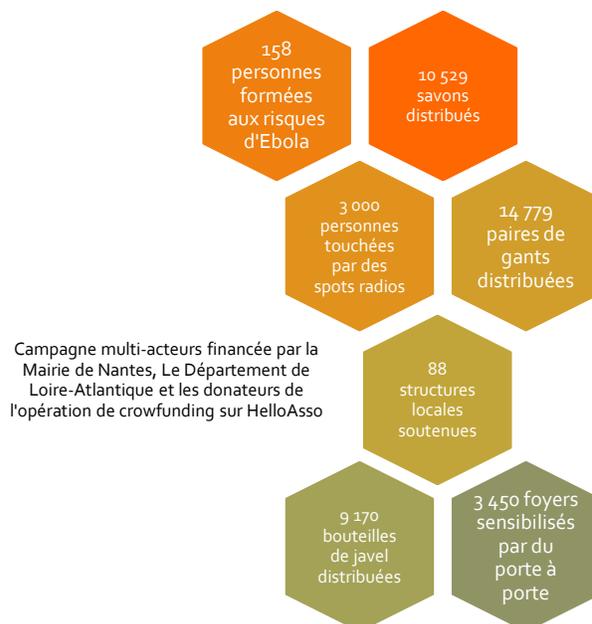
- d'un appui en équipement aux partenaires d'ESSENTIEL présents sur le terrain.
- de la mise à disposition dans les lieux publics de kits (solution chlorée pour l'eau, images d'informations...) afin de renforcer l'efficacité et la crédibilité des actions de sensibilisation auprès des populations
- de formations dispensées par les partenaires aux leaders communautaires et élus mutualistes ainsi qu'aux agents de santé sur les 3 préfectures (Labé, Pita et Dabala) avec la remise de matériel de protection, soit auprès de 88 personnes au total.



ESSENTIEL, en collaboration avec ses partenaires, a contribué à restaurer la confiance des patients dans les structures de santé par des campagnes d'information et de prévention. Ensemble, ils ont renforcé les méthodes de prévention et les mesures d'hygiène en dotant les structures sanitaires du matériel nécessaire pour exercer leurs activités dans les meilleures conditions possibles. Cette démarche rejoint une réflexion engagée dès septembre 2014 dans le cadre du projet *Santé pour Tous* autour de l'amélioration de la qualité des soins.

De février 2014 à décembre 2015, soit sur toute la période de l'action, on a dénombré 76 cas confirmés sur la préfecture de Kindia (dont 50 décès) et 19 cas confirmés sur la préfecture de Pita et Dalaba (dont 7 décès). Au Sénégal, un seul cas a été recensé en octobre 2014.

Résultats de l'action en chiffres



Perspectives

La Guinée ne comptait plus de nouveaux cas au 14 novembre 2015. Le 29 décembre 2015, les autorités guinéennes ont officialisé les 42 jours sans nouvelle contamination.

Cependant, depuis mars 2016, huit nouveaux cas mortels ont été identifiés dans le sud-est de la Guinée.

Selon l'OMS, tous les cas placés sous surveillance médicale depuis ont été déclarés comme non contaminés. La Guinée est placée sous surveillance renforcée pour 42 jours et ne pourra déclarer que la résurgence est terminée le 31 mai 2016 que si aucun autre cas ne se déclare d'ici-là.



Burundi

-

SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Contexte

Au Burundi, la pêche est une activité traditionnelle et représente une source de revenus importante pour de nombreux habitants. La population des pêcheurs est estimée à plus de 8700 personnes.

A Rumonge, principal port burundais, on compte environ 1700 pêcheurs et 200 mareyeuses. Ces populations constituent un groupe cible à très haut risque en matière d'IST/VIH, de grossesses non désirées et de violences sexuelles.

Objectifs

La première phase du projet s'est déroulée sur l'année 2015 ; la phase 2 a débuté début 2016.

Le projet, conduit en partenariat avec le Conseil Régional des Pays de Loire et la SWAA (Society for Women Against AIDS in Africa, Organisation panafricaine non gouvernementale des femmes face au VIH/SIDA), a pour objectif d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des pêcheurs et mareyeuses de Rumonge.

Le projet vise au renforcement du poste de santé situé sur la plage de Rumonge via :

- La mobilisation des ressources nécessaires au fonctionnement de celui-ci
- La sensibilisation et la fourniture de services dans les domaines suivants : la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR), la prévention du VIH et des Infections sexuellement transmissibles (IST) ainsi que dans le domaine des Violences Basées sur le genre (VBG) et des Interruptions Volontaires de Grossesse (IVG)
- l'intégration des activités du poste de santé à la dynamique sanitaire locale

La supervision du projet est réalisée conjointement par ESSENTIEL et la SWAA Burundi.

Un projet pour

- Les pêcheurs de Rumonge
- Les mareyeuses de Rumonge
- La communauté de Rumonge dans son ensemble
- L'ensemble de la communauté des pêcheurs sur le littoral du lac Tanganyika.



A Rumonge, on estime à 8700 personnes (76% d'hommes) le nombre d'individus qui pourraient bénéficier directement du projet.

Environ 2000 personnes faisant partie de l'environnement des communautés de pêcheurs pourraient également bénéficier de façon plus indirecte du projet (travailleuses du sexe, enfants de la rue). A terme, ce sont plus de 12 000 personnes sur le littoral qui sont touchées .

Actions

Les actions du projet sont cofinancées par le Conseil Régional des Pays De La Loire, la COPEDECOBU (Coopérative des pêcheurs), ESSENTIEL et la SWAA.

En 2015 :

- 3311 personnes ont été touchées par les campagnes de sensibilisation effectuées par l'équipe du poste de santé sur les méthodes contraceptives, le paludisme, le VIH, les IST, la tuberculose, les maladies chroniques (diabète et l'hypertension).
- Des outils de prévention au VIH ont été distribués : 3588 préservatifs masculins, 1260 préservatifs féminins et 864 gels lubrifiants.
- Les consultations au poste de santé ont été améliorées grâce à l'achat de matériel et de produits pour le fonctionnement du point de prestations des soins.
- Les activités du poste de santé ont été mieux intégrées dans la dynamique sanitaire locale
- Il a été fait la promotion de la ligne d'écoute téléphonique de la SWAA et de son utilisation par le public cible.

Perspectives

Etant donné la crise qui touche actuellement le Burundi, le Conseil Régional a fait le choix de fermer définitivement son Bureau de représentation à Bujumbura et a fait savoir à ESSENTIEL et à ses partenaires l'arrêt de sa coopération avec l'Etat burundais.

Cependant, ESSENTIEL et la SWAA restent mobilisés pour préenniser le projet par l'apport en équipement et l'appui sous la forme de compétences au poste de santé.

Il est envisagé d'élargir la zone d'intervention et d'intégrer d'autres partenaires.

Ce projet nécessitera la mobilisation de nouveaux financements dont des partenaires burundais multiples.





Bénin

MUTUELLES ET ACCES A LA SANTE

Contexte et objectifs

Moins de 10% de la population béninoise bénéficie d'une protection sociale, bien que le parlement béninois ait voté la mise en place d'une Couverture Sanitaire Universelle au travers du Régime d'Assurance Maladie Universel (RAMU).

Le projet est mené en partenariat avec l'Association France Bénin Vendée (FBV) en appui à l'Association pour le Développement des Mutuelles Agricoles au Bénin (ADMAB), structures toutes deux issues du mouvement mutualiste.

Il intervient, sur 2 zones du nord-ouest du Bénin : Copargo et Matéri.

Les objectifs sont de :

- Contribuer à améliorer l'accès à la santé des populations du secteur informel et agricole au Bénin.
- Renforcer le développement des mutuelles des 2 zones sanitaires de Copargo et Matéri.
- Participer à la dynamique nationale de plaidoyer autour du rôle des mutuelles pour assurer l'accès à la santé du secteur informel à partir de l'ancrage local

Actions

Lancée en juin 2015, la première phase du projet s'achèvera en décembre 2016. Elle a déjà permis à l'ADMAB de développer sa présence sur le terrain et ses compétences d'appui aux mutuelles par :

- La réalisation d'un atelier pour la mise en place des processus métier de l'ADMAB
- La mise en place d'un nouvel organigramme de l'ADMAB, l'élaboration des fiches de poste, le recrutement et le développement des compétences de l'équipe d'ADMAB (appui aux mutuelles, gestion de projet, management)

- L'évolution des outils de suivi de l'ADMAB : reporting des activités, des missions et des dépenses
- L'organisation de temps de concertation et de pilotage entre les partenaires.

Au niveau local, ESSENTIEL encourage les mutuelles et l'ADMAB à inscrire leurs actions en concertation avec les autres acteurs présents sur le territoire :

- Sensibilisation et implication des leaders locaux à la mutualité dans les « temps forts » de la vie de chaque mutuelle (participation aux formations, remise de matériel) ;
- Accompagnement des leaders locaux et mutualistes à représenter leurs mutuelles au sein des espaces de concertation nationaux (Union, FENAMUS)
- Actualisation des conventions avec les prestataires de soins.

Perspectives

Ce projet sur 18 mois constitue une période de transition pour permettre la professionnalisation et une évolution des mutuelles de santé soutenues par l'ADMAB. Elle doit enclencher un processus de responsabilisation et d'autonomisation de l'ADMAB en tant qu'opérateur mutualiste au Bénin. Cela passera par une restructuration de l'ADMAB, une redynamisation des mutuelles et l'inscription dans les dynamiques nationales.

D'autres actions sont à poursuivre :

- Renforcement des activités mises en place durant les 1ers mois
- Continuité dans l'autonomisation de l'ADMAB
- Continuité dans la communication avec les partenaires (échanges mensuels, mails...) et autour des activités menées
- Accompagnement du CONSAMUS pour le plaidoyer autour du rôle des mutuelles pour assurer l'accès à la santé (Loi RAMU).

Une mission de supervision d'ESSENTIEL est prévue en juin 2016 au Bénin



Sénégal

-

COOPERATION INTER-ACTEURS

Contexte

L'Association ESSENTIEL propose un projet de collaboration d'acteurs en vue d'améliorer et de développer l'accompagnement des enfants et des familles autour d'initiatives en santé et en éducation tant à Rufisque qu'à Nantes.

Ce projet est issu de contacts et de sollicitations, en 2015, de différentes organisations en France, à Nantes et à Rufisque au Sénégal : Association Flam Africa, Ville de Nantes, Département Enfance et Famille de l'entreprise sociale et solidaire Harmonie Santé Services Grand Ouest, Ville de Rufisque, Association pour l'Animation de la jeunesse et le Développement des Sports à Rufisque, Case des Tout Petits.

La prise en compte de l'interculturalité, dans le sens « *comprendre l'autre dans sa différence et appréhender la diversité culturelle comme une source de richesse* », sera l'un des aspects transversaux du projet. Celui-ci se veut aussi bien un projet pour les acteurs nantais que pour les acteurs rufisquois avec une action sur les deux territoires.

Il sera abordé sous 4 angles : la petite enfance, le handicap, le sport et les activités socio-éducatives ainsi que la santé et la protection sociale.

Objectifs

Au-delà des actions thématiques menées, les échanges entre professionnels doivent contribuer à alimenter une réflexion entre les acteurs sur l'interculturalité dans leurs activités et dans la gestion de leurs partenariats et ainsi :

- Encourager les échanges et le partage de bonnes pratiques (y compris d'un pays à l'autre) pour réussir ses projets sur son territoire

- Mobiliser différents types d'acteurs (collectivités, ONG, entreprises de l'économie sociale et solidaire, acteurs sociaux) à Rufisque et à Nantes autour d'actions en complémentarité sur les deux territoires
- Eduquer à la citoyenneté et à l'interculturalité : échanges entre territoires et acteurs pour améliorer les actions et le vivre ensemble.



Les enjeux recourent à la fois les questions de la santé (mortalité infantile, handicap, développement de l'enfant), de l'éducation (transition vers le primaire), de l'émancipation des femmes (prise en charge des enfants pour pouvoir exercer une activité professionnelle), de la formation professionnelle du personnel encadrant et d'un meilleur dialogue entre les institutions et les familles.

La première étape avant la concrétisation du projet a été la réalisation d'une étude préalable par un consultant externe, Marc Totté d'Inter-Mondes ; étude pour laquelle ESSENTIEL a bénéficié d'un soutien technique et financier du F3E.

L'enjeu de l'étude est d'intégrer dans sa démarche tous les aspects innovants y compris la question de l'interculturalité.

Quatre objectifs sont assignés à l'étude :

- Approfondir les attentes de chacun des acteurs par rapport aux problématiques retenues à Nantes et à Rufisque.
- Proposer la construction d'un projet cohérent.
- Proposer un dispositif partenarial adapté à la dimension multi-acteurs du projet, avec ses composantes collectivités, acteurs privés, acteurs associatifs.
- Etudier le mode de gouvernance du projet pour les 10 à 15 ans à venir



Les partenaires rufisquois sont impliqués également sur des problématiques locales nantaises. Il s'agit de leur faire prendre conscience de leur valeur-ajoutée et des réflexions auxquelles ils peuvent contribuer sur le territoire nantais.

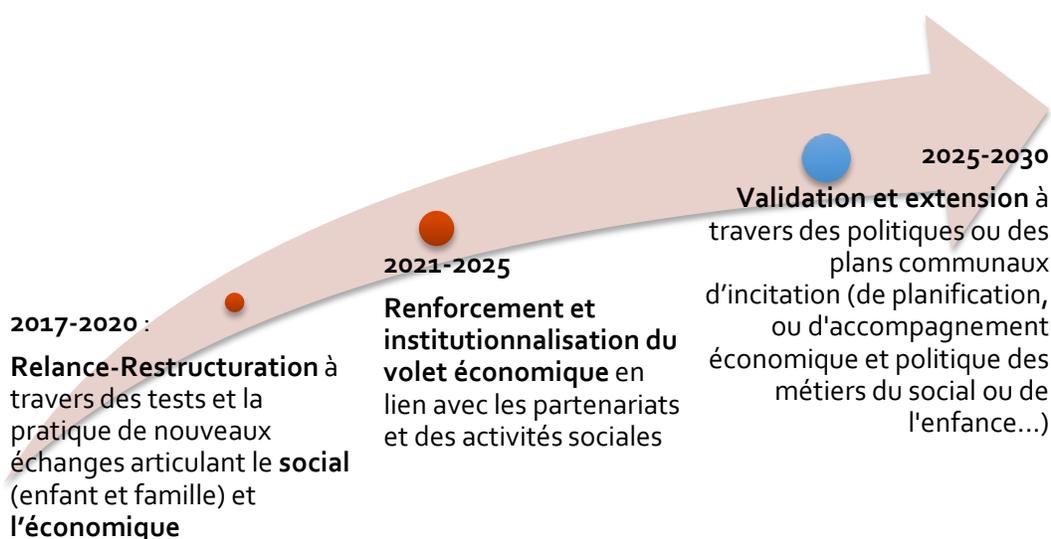
Perspectives

L'étude menée en 2016 doit dessiner un cadre pragmatique et symbolique aux futures actions tout en définissant les règles de concertation et d'échanges.

Plusieurs étapes ont déjà été réalisées entre mars et mai 2016: La réunion de cadrage à Nantes et deux missions : à Rufisque et à Nantes. Un rapport provisoire sera réalisé par le consultant en juin avant une version finale validée par les partenaires en septembre.

Au plan des activités, l'étude invite à partir beaucoup plus des ressources existantes à Rufisque, et à travailler à partir d'un principe de subsidiarité (on va rechercher à un niveau supérieur ce qu'il n'est pas possible d'assurer à son niveau et compte tenu de ses compétences/prérogatives). Rufisque regorge de ressources peu ou mal exploitées.

Ce projet doit permettre aussi plus de liens entre associations, institutions tant sur chaque territoire qu'entre Rufisque et Nantes. Certaines perspectives dessinent une toute autre manière de faire de la coopération plus empreinte de réciprocité et d'échanges à la hauteur des demandes initiales.



Projection envisagée de la coopération Nantes-Rufisque
(Source – Etude de Marc Totté, Inter-Mondes.)



RAPPORT FINANCIER

Enjeux

Dans la continuité des années précédentes, ESSENTIEL applique une stratégie financière visant à :

- Stabiliser et développer les fonds propres de l'association
- Développer son expertise quant à la recherche de financement institutionnels
- Mobiliser plus largement les personnes morales et physiques de son réseau
- Expérimenter d'autres modes de financement; entre autres le mécénat d'entreprises, les différents modes de financements participatifs et innovants.

Quelques repères

La Commission financière s'est dotée d'une feuille de route visant à préciser ses rôles. Il s'agit d'éclairer le Conseil d'Administration d'ESSENTIEL sur les impacts financiers des décisions prises ou à prendre, notamment quant à la clôture des comptes annuels, à l'élaboration du budget prévisionnel annuel et à la co-construction des budgets liés aux projets partenaires, quant à des proposition d'arbitrages en vue d'une sécurisation budgétaire des projets co-construits, ou concernant la concertation avec les commissions Pays et Projets pour une cohérence budgétaire.

En 2015, les actions suivantes ont été menées en vue d'apporter des modes de financement supplémentaires des activités :

- Veille sur des appels à projets opportuns et réponse à plusieurs dispositifs : « La France s'engage au Sud », la fondation RAJA, l'Ambassade du Japon en Guinée, le Prix Crédit Coopératif
- Mise en place d'une campagne de crowdfunding sur la plateforme HelloAsso
- Diffusion de l'information sur le rescrit fiscal permettant aux donateurs de déduire 66 % de leurs dons de leurs impôts

En 2016, l'objectif est de valider une stratégie financière à Moyen et Long Terme favorisant le développement de nouveaux projets et sécurisant l'association.

Chiffres clés 2015

Au Bilan :

- Les Fonds Propres sont de 61 605€ (47 254 € en 2014) soit + 30%. Ils représentent 16,14% de l'actif.
- Les dettes d'exploitation sont de 33%. Elles sont totalement couvertes par les disponibilités de trésorerie qui représentent 64% de l'actif.
- Le fonds de roulement est de 71 000 €. Il représente 42 jours de fonctionnement.
- La trésorerie est satisfaisante au 31/12/2015. Elle permet de fonctionner pendant 144 j.

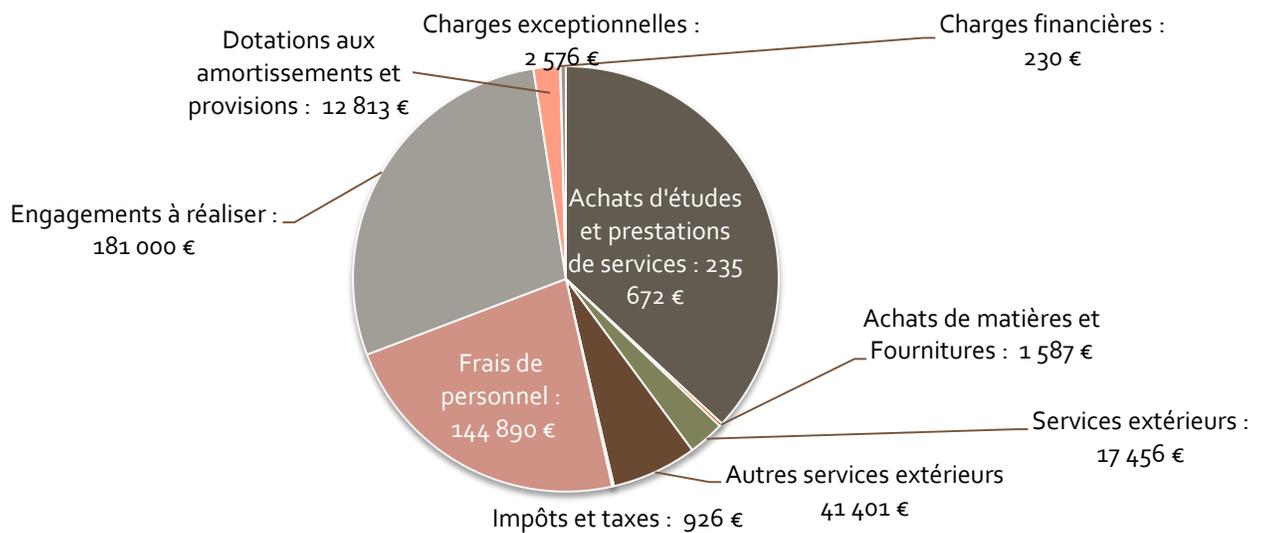
Au Compte de résultat :

- Le volume d'activités a augmenté de 9,6 % (652 903€ contre 595 392€ en 2014).
- Les subventions de fonctionnement ont progressé de 13,6% à 612 014 €.
- Les cotisations et contributions volontaires bénéficient du Rescrit Fiscal (4070€) soit + 69 %
- Les frais de personnel en hausse (+ 33 %) traduisent une embauche supplémentaire (+36 239€).
- Le total des charges est supérieur de 12,2 % à 2014. Les produits ont augmenté de 9,6 % (baisse du résultat).
- Le résultat est de 14351€ (2,18% du budget); il consolide les fonds propres.

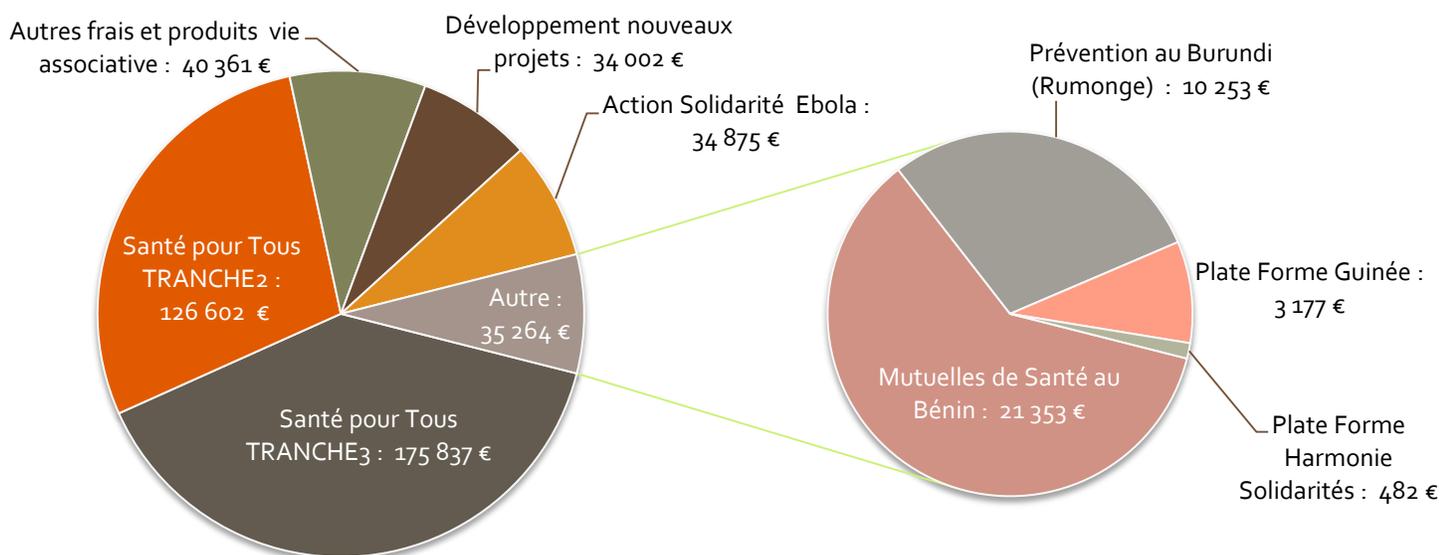


Comptes annuels 2015

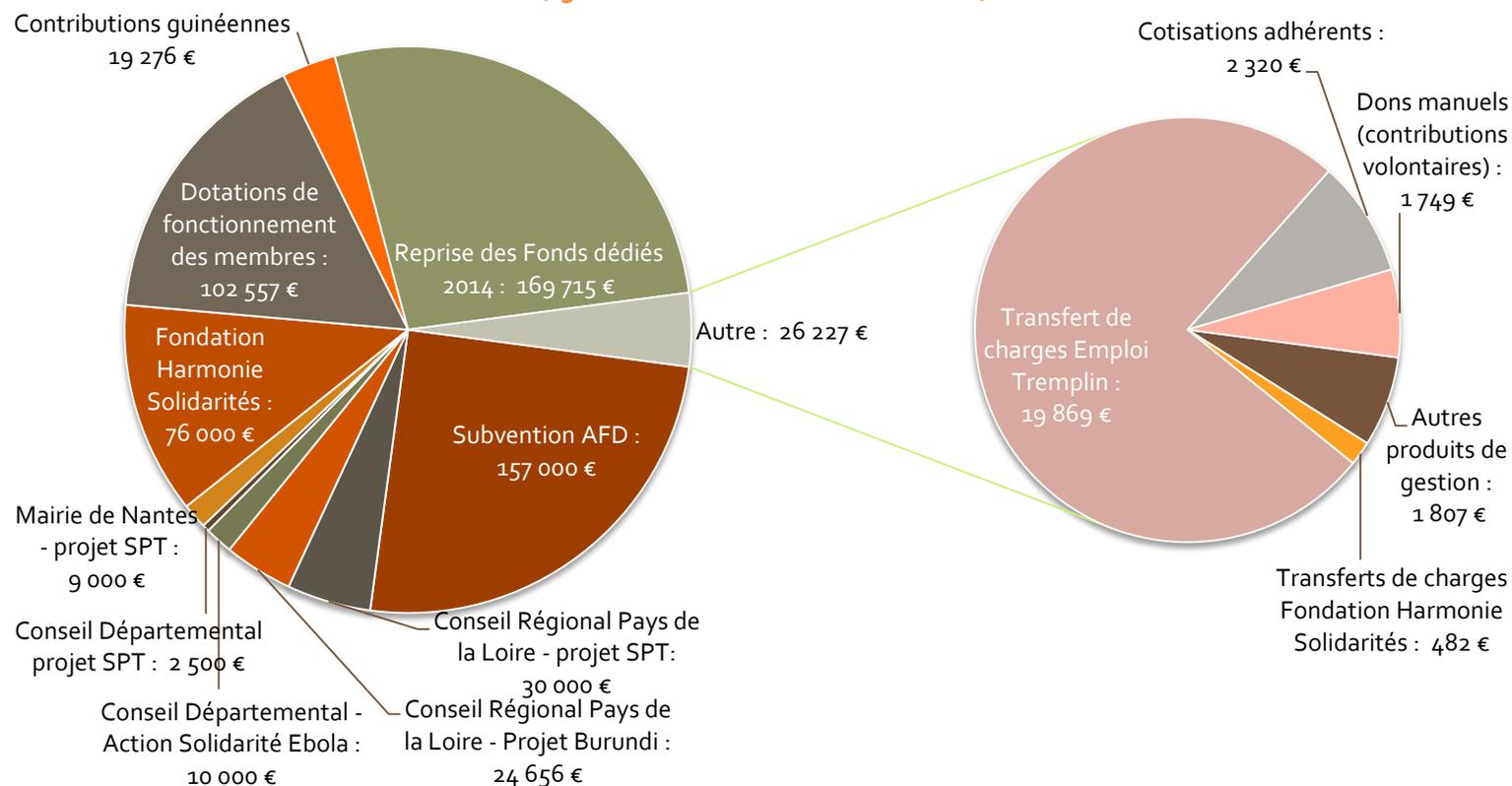
Répartition des charges par nature - 2015



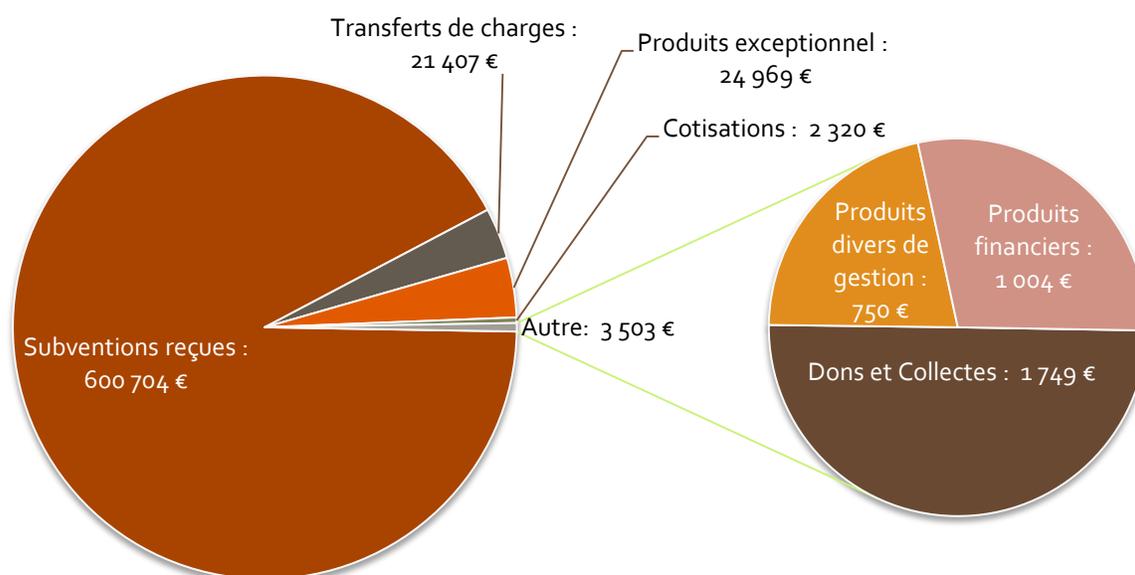
Répartition des charges par destination - 2015



Répartition des produits par origine - 2015 (y inclus fonds dédiés)



Répartition des produits par nature - 2015



COMpte DE RESULTAT SYNTHETIQUE ESSENTIEL						
Période du : 01/01/2015 au 31/12/2015						
CHARGES	Exercice 2015		Exercice N-1 Net	PRODUITS	Exercice 2015 Net	Exercice N-1 Net
Charges d'exploitation CONSOMMATION DE L'EXERC. PROV TIERS				Produits d'exploitation		
Achats d'études et prestations de services		235672	172655	PRESTATIONS DE SERVICES		
Achats d'études et prestations de services	235672		172655	Prestations de services	0	4117
Achats de matières et Fournitures		1587	4415	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT		
Fournitures et entretiens	1587		4415	Subventions reçues	430989	533182
Services extérieurs		17456	19485	Collectes	0	5538
Services extérieurs	12268		15088	Report ressources non utilisées	169715	0
Loyers	0		0	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
Locations	476		1166	Cotisations	2320	2360
Entretien immeuble	0		0	Contributions volontaires	1749	35
Entretien maintenance matériel	3519		2191	Produits divers de gestion	750	800
Assurance	1127		1024	Transferts de charges d'expl.	21407	30945
Sous-traitance générale	0		0	Libéralités perçues	0	0
Abonnements et documentation	65		17	TOTAL (I)	626930	576977
Frais de colloques, séminaires, conférences	0		0			
Autres services extérieurs		41401	64549	Produits financiers		
Personnel Extérieur à l'entreprise	5401		474	PRODUITS FINANCIERS DIVERS		
Autres services extérieurs	8105		23679	Gains de change	308	193
Volontaire Solidarité Internationale	0		10817	Intérêts	695	841
Publicité Annonces	0		0	TOTAL (II)	1004	1034
Transports et déplacements	4610		5352			
Missions	16247		16817	Produits exceptionnels		
Réceptions	2605		3586	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS		
Frais postaux et télécomm.	1402		1539	Q-p subv. Invest. Au résultat. Exerc.	12086	11051
Services Bancaires et assimilés	1236		1284	Produits sur exercices antérieurs	591	835
Divers	1795		1001	Produits sur immo. corporelles	0	2184
IMPÔTS ET TAXES		926	1504	Libéralités perçues - abandons frais	901	0
Taxes sur les salaires	0		0	Autres produits exceptionnels	0	8
Autres impôts taxes et vers. Ass.	50		154	Reprise provis. risq. et ch. Exploi.	11390	3303
Particip. Employeurs form. Continue	876		1350	TOTAL (III)	24969	17381
FRAIS DE PERSONNEL		144890	108651			
Rémunération du personnel	97411		74446			
Charges de sécurité sociale	44279		31516			
Autres charges de personnel	3200		2688			
AUTRES CHARGES		0	0			
Appui aux partenaires	0		0			
Charges diverses gestion courante	0		0			
DOTATIONS AMORT. ET PROVISIONS		12813	26449			
Dotations aux amortissements	12086		11051			
Dotations aux provisions	727		15398			
ENGAGEMENTS A REALISER		181000	169715			
Engagements à réaliser sur subventions attribuées	181000		165348			
Engagements à réaliser sur dons affectés	0		4367			
TOTAL (I)		635745	567423			
Charges financières		230	411			
Pertes de change	7		29			
Intérêts des emprunts et dettes	223		382			
TOTAL (II)		230	411			
Charges exceptionnelles		2576	1145			
Charges exceptionnelles	0		31			
Charges sur exercices antérieurs	2576		1115			
TOTAL (III)		2576	1145	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	652903	595392
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)		638552	568980	PERTE	0	0
EXCEDENT ESSENTIEL		14351	26412			
TOTAL GENERAL		652903	595392	TOTAL GENERAL	652903	595392
Contributions volontaires		33978	33880	Contributions volontaires		
Secours en nature	3154		4312	Bénévolat	3550	19932
Mise à disposition gratuite de biens et services	12578		8340	Prestations en nature	26580	13299
Prestations	1646		1296	Dons en nature	3848	649
Personnel bénévole	16600		19932			
TOTAL (IV)		33978	33880	TOTAL (IV)	33978	33880
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV)		686880	629271	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	686880	629271

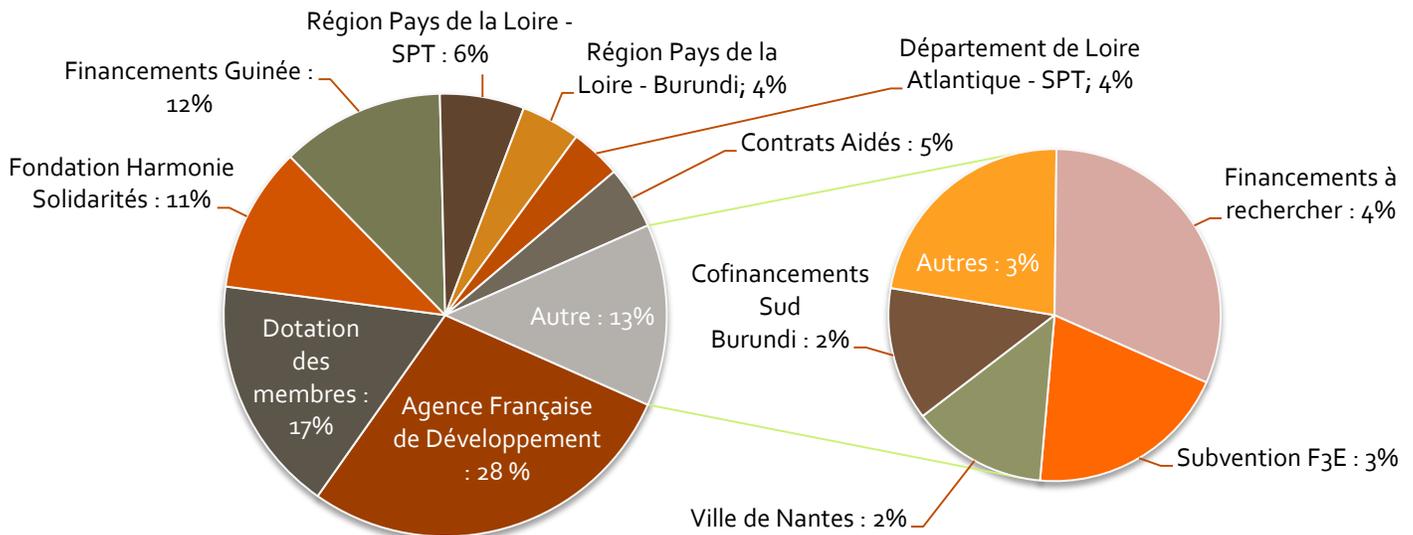
**BILAN SYNTHETIQUE
ESSENTIEL
31/12/2015**

ACTIF	Exercice 2015			N-1	PASSIF	Exercice 2015			N-1
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net					Net
Actif immobilisé					Fonds associatifs et réserves				
Immobilisations					Fonds propres	61605	61605	47254	
Immobilisations	32040	31014	1026	13113	Réserves	15842	15842	15842	
Fonds de garantie Crédit Coopératif	0		0	0	Report à nouveau	31412	31412	5000	
Parts A Crédit Coopératif	153		153	153	Résultat de l'exercice ESSENTIEL	14351	14351	26412	
Parts B Crédit Coopératif	153		153	153	Autres fonds associatifs	5000	5000	17000	
TOTAL I	32345	31014	1331	13418	Apports fonds associatifs - droit de reprise	5000	5000	17000	
					Subventions d'investissement	1026	1026	13113	
					Subv. Invest Affectées Biens Renouv.	29102			
					Subv. Inves. Insc. Compte Résultat	-28076			
					TOTAL I	67631	67631	77367	
Actif circulant					Autres capitaux				
Créances Diverses					Provisions pour risques et charges	0	0	11390	
Produits à recevoir	134122		134122	60832	Provisions retraite	4735	4735	4008	
Créances diverses	292		292	897	Fonds dédiés PFG	1067	1067	0	
					Fonds dédiés Projet au Burundi	24656	24656	4270	
					Fonds dédiés Ebola	0	0	20000	
					Fonds dédiés Santé Pour Tous	134205	134205	141078	
Disponibilités					Fonds dédiés sur Dons manuels/Ebola	0	0	4367	
BNP Banque France	24343		24343	8180	Fonds dédiés projet ADMAB Bénin	21072	21072	0	
Crédit Coopératif	72913		72913	164339	TOTAL II	185735	185735	185113	
Livret A - Crédit Coopératif	78021		78021	77328	Dettes d'exploitation				
Fonds garantie Crédit Coopératif	732		732	732	Dettes fournisseurs et cptes rattachés				
BICIGUI ANG 07258800146	23176		23176	10789	Emprunt Crédit Coopératif	6135	6135	14174	
Caisse AT	0		0	350	Fournisseurs factures non parvenues	0	0	0	
Caisse France	583		583	347	CCE - HSS	0	0	0	
Régie d'avances ONAM SPT	21788		21788	9589	Avances sur missions	0	0	0	
Régie d'avance REMUFOUD SPT	11107		11107	14425	Avance de trésorerie	0	0	0	
Régie d'avance FMG SPT	9520		9520	5494	GIE - HCPL	76925	76925	59517	
Régie d'avance SWAA Burundi			0	608	Autres dettes				
Régie d'avance ADMAB	2275		2275	0	Pers. Charges à payer et pdts à recevoir	34522	34522	27904	
TOTAL II	378872		378872	353909	Charges à payer	9110	9110	4279	
Charges constatées d'avance (III)	1276		1276	1027	Produits Constatés d'avance				
					Produits Constatés d'avance	0	0	0	
TOTAL III	1276		1276	1027	Régies d'avance				
					Régie d'avance SWAA Burundi	1421	1421	0	
					TOTAL III	128113	128113	105875	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	412493	31014	381479	368354	TOTAL GENERAL (I+II+III)	381479	381479	368354	

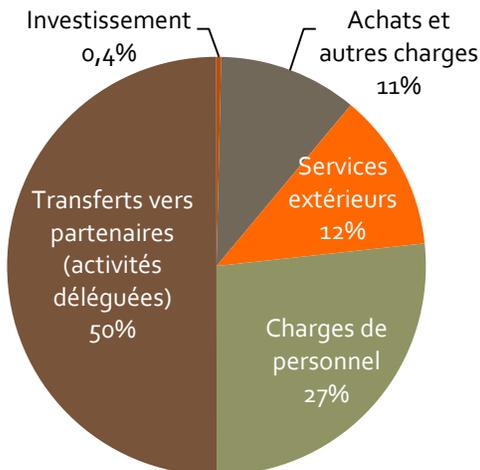


Budget Prévisionnel 2016

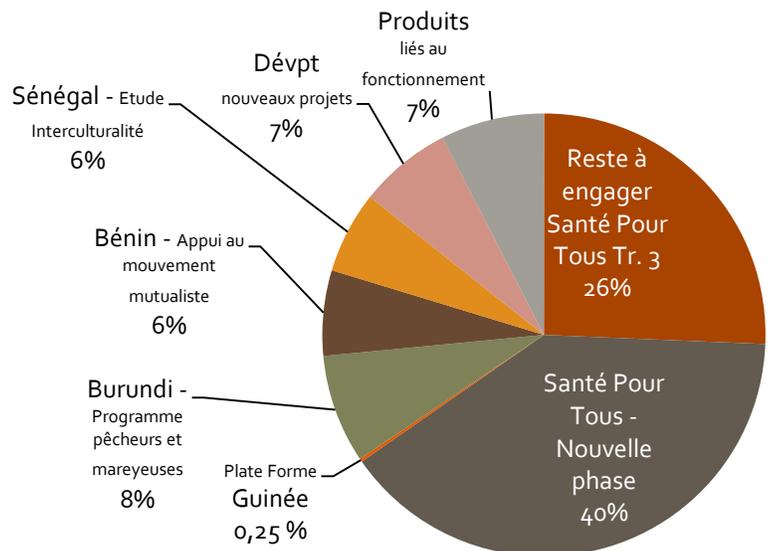
Répartition des ressources par origine - 2016



Répartition prévisionnelle des charges par nature - 2016



Répartition des produits par projet - 2016



Budget prévisionnel 2016 -Association ESSENTIEL- Version 1			
Exercice 01/01/2016 au 31/12/2016			
EMPLOIS		RESSOURCES	
Reste à engager Santé Pour Tous Tranche 3	146 618 €	Reste à engager Santé Pour Tous Tranche 3	146 618 €
Investissement	- €	Agence Française de Développement	75 901 €
Achats	12 747,34 €	Région Pays de la Loire	20 226 €
Services extérieurs	12 542,20 €	Département de Loire Atlantique	10 152 €
Charges de personnel	16 816,46 €	Ville de Nantes	5 021 €
Transferts vers partenaires (activités déléguées)	104 512,00 €	Contrats Aidés	4 057 €
		Fondation Harmonie Solidarités	19 338 €
		Financements Guinée	7 317 €
		Dotations Fonctionnement Membres	4 106 €
		Autres produits de gestion courante	500 €
Santé Pour Tous - Nouvelle phase	226 571 €	Santé Pour Tous - Nouvelle phase	226 571 €
Investissement	2 063 €	Agence Française de Développement	85 000 €
Achats et autres charges	29 501 €	Région Pays de la Loire	15 000 €
Services extérieurs	30 226 €	Département de Loire Atlantique	10 000 €
Charges de personnel	35 189 €	Ville de Nantes	5 000 €
Transferts vers partenaires (activités déléguées)	129 593 €	Contrats Aidés	8 150 €
		Fondation Harmonie Solidarités	20 000 €
		Financements Guinée	60 921 €
		Dotations Fonctionnement Membres	17 500 €
		Autres partenaires et Fondations - France	5 000 €
		Autres produits de gestion courante	0 €
Plate Forme Guinée	1 337 €	Plate Forme Guinée	1 337 €
Investissement	0 €	Conseil Départemental Loire Atlantique (2015)	1 067 €
Achats et autres charges	216 €	Contrats Aidés	270 €
Services extérieurs	0 €		
Charges de personnel	1 121 €		
Transferts vers partenaires (activités déléguées)	0 €		
Burundi - Programme pêcheurs et mareyeuses	45 336 €	Burundi - Programme pêcheurs et mareyeuses	45 336 €
Investissement	0 €	Dotation Fonctionnement des membres	4 832 €
Achats et autres charges	4 752 €	Conseil Régional Pays de la Loire - Burundi	24 656 €
Services extérieurs	2 250 €	BDS, Ministère de la Santé	7 448 €
Charges de personnel	8 904 €	COPEDECOBU	2 431 €
Transferts vers partenaires (activités déléguées)	29 430 €	Financements à rechercher au Sud	4 033 €
		Contrats Aidés	1 936 €
Bénin - Appui au mouvement mutualiste	35 495 €	Bénin - Appui au mouvement mutualiste	35 495 €
Investissement	0 €	Dotation Fonctionnement des membres	8 968 €
Achats et autres charges	4 316 €	Cofinancements FBV/ADMAB	3 215 €
Services extérieurs	0 €	Financements Fondation Harmonie Solidarités	21 376 €
Charges de personnel	8 904 €	Contrats Aidés	1 936 €
Transferts vers partenaires (activités déléguées)	22 275 €		
Sénégal - Etude - Interculturalité Enfants-Familles	34 163 €	Sénégal - Etude - Interculturalité Enfants-Familles	34 163 €
Investissement	0 €	Dotation Fonctionnement des membres	3 157 €
Achats et autres charges	4 640 €	Subvention F3E	15 000 €
Services extérieurs	24 760 €	Apports des partenaires associatifs Sénégal	1 820 €
Charges de personnel	4 763 €	Mécénat de compétences Enfance et Famille	3 080 €
Transferts partenaires	0 €	Contrats Aidés	1 106 €
		Financement à rechercher	10 000 €
Développement nouveaux projets	38 648 €	Développement nouveaux projets	38 648 €
Investissement	0 €	Dotation Fonctionnement des membres	25 210 €
Achats et autres charges	2 500 €	Contrats Aidés	3 595 €
Services extérieurs	0 €	Financement à rechercher	9 843 €
Charges de personnel	36 148 €		
Transferts partenaires	0 €		
Charges liées au fonctionnement (hors projets)	43 168 €	Produits liés au fonctionnement (hors projets)	43 168 €
Investissement		Cotisations des membres ESSENTIEL	2 400 €
Achats et autres charges	2 500 €	Dotation Fonctionnement des membres	35 167 €
Services extérieurs		Autres produits de gestion courante	500 €
Charges de personnel	40 668 €	Contrats Aidés	5 101 €
Transferts vers partenaires (activités déléguées)			
TOTAL DES EMPLOIS	571 337 €	TOTAL DES RESSOURCES	571 337 €



Conclusion

2015 se termine avec une situation financière saine. En 2016, le développement de nouveaux projets et de nouveaux partenariats permettra d'engager les actions des années à venir dans une perspective plus pérenne, en phase avec les 5 axes suivants :

Axe 1 : La promotion de la couverture universelle en santé

Adopter une stratégie de changement d'échelle visant la pérennité des systèmes. Développer le plaidoyer, l'appui institutionnel et les interventions à l'échelle nationale et prioritairement dans les pays de la sous-région Ouest Africaine.

Axe 2 : L'amélioration de l'offre de soins

Renforcer les activités dans ce secteur selon les besoins des partenaires.

Axe 3 : Le développement de la prévention et de l'éducation à la santé

Appuyer la stratégie de promotion de la santé de nos partenaires tant au niveau de sa définition que de sa mise en œuvre.

Axe 4 : L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI)

Développer des partenariats permettant de contribuer à l'ECSI en s'appuyant sur l'expérience de l'association.

Axe 5 : L'adaptation de la gouvernance au service du projet associatif

Mobiliser de nouveaux membres et permettre l'implication de tous.

Un nouveau DLA a été conclu en 2015 pour les 5 ans à venir (2016-2020). Il nous oblige à consolider le modèle économique en référence au projet associatif. L'année en cours, au travers des projets menés dans différents pays, est à la fois porteuse d'inquiétudes sur l'évolution et le devenir des programmes mais aussi d'opportunités vers un ancrage des actions d'accès à la Santé pour tous dans un plus grand nombre de pays.

ESSENTIEL

“Unis dans l'Action Internationale en Santé”



ASSOCIATION ESSENTIEL

29 quai François Mitterrand – 44273 Nantes Cedex 2
 Téléphone : 06.08.35.30.40 – Fixe : 02.40.35.31.63
 E-mail : contact@essentiel-international.org
 Site Internet : www.essentiel-international.org